LA DROITISATION DU MONDE

FRANÇOIS CUSSET

conversations pour demain

textuel

La droitisation du monde

Graphisme : Agnès Dahan
© Les éditions Textuel, 2016
4, impasse de Conti
75006 Paris
www.editionstextuel.com
ISBN : 978-2-84597-566-8
ISSN : 1271-9900
Dépôt légal : octobre 2016
Version numérique : 2017
978-2-84597-602-3

conversations pour demain

textuel

La droitisation du monde

François Cusset

Conversation avec
Régis Meyran

Ma gratitude va ici à tout
le « gang » d'été montréalais,
pour sa patience et son soutien :
Jade, Véronique, Charlie, Solenn,
Maël, Gilles, Darragh, Étienne
et mes filles Léonie et Félice.

sommaire

9 **Avant-propos**

15 **Une contre-révolution en trois temps**
Le tournant droitier du monde s'est fait en trois phases, qui correspondent à peu près aux trois décennies 1980, 1990 et 2000. La première est un coup de force idéologique, qui impose la vision néolibérale dans les classes dirigeantes et l'opinion. Dérégulation et mise en concurrence succèdent à la redistribution et aux monopoles. La deuxième, prise entre la chute du mur de Berlin et l'effondrement des Twin Towers, commence par l'euphorie doctrinale, pour un capitalisme désinhibé et autorégulé, et prône le retour au réel et la « fin des idéologies » – pendant que toute l'économie mondiale se financiarise, sous férule actionnariale. La dernier phase correspond au tournant sécuritaire de ce nouveau capitalisme, le prétexte d'une « guerre de civilisation » autorisant une alliance inédite entre ultralibéraux et néoconservateurs dans tout le monde occidental. La crise des subprimes de 2008 et les levées de fond publics pour sauver les banques achèvent d'arrimer le nouveau système à un État policier austéritaire au service des marchés.

67 **L'ordre, la technique, la vie**
Le régime néolibéral-sécuritaire qui découle d'une telle évolution n'a rien à voir avec le laisser-faire des libéraux classiques : il est aussi un régime normatif et biopolitique, un savoir-être

et un système de croyance, en faisant main basse sur toutes les dimensions de l'existence, et plus seulement la force de travail. Il y a d'abord captation de l'attention et individualisation des vies par les usages qu'il impose de la double révolution de l'Internet et du téléphone mobile. C'est aussi la mise sous contrôle des corps, par les injonctions de la santé, de la psyché, de la performance sportive, de l'épanouissement sexuel, etc. Jusqu'à la colonisation du temps disponible, avec l'ubérisation de l'économie. Tout contribue à atomiser les rapports sociaux et à rendre impensable l'idée de conflit social.

117 Changer le monde sans prendre le pouvoir ?

Après près de quarante ans de contre-révolution, avec disparition des figures tutélaires de la pensée critique, reniement des engagements passés et démarxisation des institutions et des partis, la gauche est exsangue. Entre désenchantement politique et deuil des désirs collectifs, le mot lui-même perd de son sens. Mais depuis quelques années, c'est l'émergence graduelle de nouveaux mouvements émancipateurs : d'abord les zapatistes en Amérique du Sud, puis la vague altermondialiste, mais aussi un nouveau type de luttes minoritaires plus ciblées et actives (d'Act-up aux ZAD d'aujourd'hui), et l'occupation récente des places et des rues, d'Occupy Wall Street aux « printemps arabes ». Une protestation mondiale dispersée, sans jonction entre combats identitaires et lutte sociale unitaire, mais qui n'a plus rien à perdre, et semble résolue à aller jusqu'au bout.

175 Notes

Avant-propos

François Cusset est né en 1969 : c'est-à-dire au beau milieu d'une période qui fut, à l'échelle mondiale, très inventive sur le plan de la création culturelle et insurrectionnelle s'agissant des idées politiques. Or, en même temps que les images et les discours associés à cette époque ont été recyclés par la publicité et par l'idéologie du management dans l'entreprise, le monde a radicalement changé : il s'est incontestablement droitisé. Est-ce parce qu'il a vécu son enfance imprégné des derniers soubresauts culturels des années 1960, et qu'il les a vus progressivement disparaître alors qu'il atteignait l'âge adulte, que ce philosophe a choisi de consacrer la majorité de ses travaux à cette transition si importante et si peu visible ?
Que l'on songe pourtant à tout ce qui nous sépare de cette période. Dans le cas des États-Unis, il suffit de penser aux mouvements beatnik et hippie, au « summer of love » de San Francisco, au rock psychédélique et progressif, ou encore au free jazz, au folk revival, aux manifestations étudiantes contre la Guerre du Vietnam… En France, aux lendemains de Mai 68, ce sont les expériences situationnistes, de la Gauche prolétarienne, des maoïstes

et du MLF, le succès d'écrivains anarchistes ou « freudo-marxistes ». L'Angleterre sera le lieu des contre-cultures, du Swinging London aux scènes Punk et New Wave.
Cette phase occidentale de libéralisation des mœurs (plus peut-être que de véritable révolution sexuelle), de critique sociale forte, d'inventivité artistique a laissé place à un monde fondamentalement différent.
À partir de la fin des années 1970, un grand virage néolibéral s'impose dans tout le monde occidental. Des années 1980 à l'an 2000, trois décennies signent la disparition ou la très forte marginalisation de toutes les contre-cultures, la démarxisation des universités, l'effacement des grandes figures de la pensée critique et de toute forme de contestation sociale.
Mettant fin à la tradition de l'État redistributeur, les gouvernements accompagnent désormais la financiarisation mondialisée et l'avènement d'un capitalisme purement actionnarial. Cette droitisation est favorisée sur le plan idéologique par un discours sécuritaire fondé sur la théorie du « choc des civilisations », au cours d'une séquence qui va de l'effondrement du Mur de Berlin jusqu'à la chute des Twin Towers.
Sur le plan économique, elle est précipitée par une série de crises : celle des subprimes aux États-Unis qui, par une effet de dominos et grâce à la complaisance des dirigeants de

l'Union européenne, cause le surendettement de nombreux États et la récession dans presque tous les autres. Cette transition se fait dans le reniement idéologique le plus complet des gauches de gouvernement dans toute l'Europe. Un retour de bâton inédit dans l'histoire du capitalisme mondial. Face à cette impressionnante contre-révolution, nous nous trouvons comme sidérés – d'où l'intérêt de cet entretien. En effet, François Cusset nous fournit des clés pour comprendre ce retournement complet de situation. Il faut dire que ses travaux sont consacrés depuis longtemps au grand tournant néolibéral des dernières décennies, comme à la résistance qui lui est opposée, des mouvements sociaux jusqu'aux contre-cultures – thèmes qu'il a traités par l'histoire intellectuelle (*French Théory* ; *La décennie* ; *Une histoire critique des années 1990*), par le journal intime (*Les jours et les jours*), la critique culturelle (*Contre-discours de Mai*) et littéraire (*Queer Critics*), ou encore le roman (*À l'abri du déclin du monde*). Les pistes proposées ici sont roboratives, il les fonde sur sa capacité à mêler constamment les faits économiques et politiques avec les productions intellectuelles et culturelles – en croisant les infrastructures et les superstructures, comme disaient les marxistes. Mais l'originalité de son approche réside aussi dans l'angle

générationnel : rien de systématique cependant, car il sait que la génération est une construction sociale qui ne détermine pas tous les individus, bien qu'elle offre un biais particulièrement intéressant pour comprendre les changements sociaux – ainsi, quel rôle la génération des soixante-huitards a-t-elle eu dans cette droitisation du monde ? Par ailleurs, il nous avertit de l'illusion actuelle que constitue la polarité gauche/droite et nous explique en quoi toute forme de conflit social est devenu quasiment impensable. Plus inquiétant encore, il nous montre comment la machine capitaliste s'est, au cours de ces trois décennies, insinuée dans tous les aspects de la vie humaine : celle-ci prend dorénavant en charge notre esprit (par la mobilisation de l'attention, avec les réseaux sociaux et l'Internet), notre corps (par l'injonction au sport, à la santé, à la jouissance sexuelle) et même notre temps libre potentiel (avec l'ubérisation de l'économie). Enfin, il fournit une analyse intéressante de la lente réémergence, au plan mondial, de nouveaux mouvements critiques, une source d'espoir dans le noir tableau qu'il dresse du monde actuel.

Le lecteur s'en rendra vite compte : François Cusset nous offre dans ces pages tout à la fois une synthèse inédite et une boîte à outils, indispensable pour

comprendre notre monde – et prêter attention à toutes les formes de micro-résistances qui dessinent un début d'alternative.

Régis Meyran
Paris, août 2016

Une contre-révolution en trois temps

Une contre-révolution en trois temps

Ces entretiens vont s'articuler autour d'une période que vous résumez avec la formule : « 50 ans de contre-révolutions ». Par-delà le constat de la très mauvaise situation de la gauche aujourd'hui et d'un virage à droite politique et économique du monde occidental, quel est l'enjeu de cette discussion ?

Tenter d'expliquer comment nous en sommes arrivés là, tout simplement. Mais ça n'est pas simple. Il y a 50 ans, le monde politique, culturel, militant pensait d'une tout autre façon qu'aujourd'hui – et si, tel Hibernatus, quelqu'un avait été congelé dans les années 1960 et se réveillait aujourd'hui, il ne comprendrait strictement rien au monde actuel, malgré ses coordonnées d'ensemble apparemment inchangées : des villes, des métiers, des gens pressés, des véhicules et des routes, des savoirs et des pouvoirs. Si notre Hibernatus se préoccupait de changement social, de création artistique, ou de désir collectif, il ne retrouverait, dans ce qui nous entoure, plus rien de ce qui donnait un sens à son monde. Le nôtre lui serait en grande partie incompréhensible. Et pour peu que la ligne de partage politique entre gauche et droite ait de l'importance à ses yeux, il reconnaîtrait mal ces deux catégories dans le monde actuel ; ce qu'il en savait ne lui serait d'aucune utilité. Nous sommes peut-être entrés dans une ère, d'ailleurs, où le mot « gauche » lui-même devient inutile, obscur, embarrassant parfois. Je crois qu'on pourrait désormais s'en passer.

Vous commencez ces entretiens en jetant aux oubliettes le mot « gauche ». N'y allez-vous pas un peu fort ?

Si on s'intéresse à l'usage du signifiant « gauche », il est frappant de constater que les mouvements sociaux les plus intéressants d'aujourd'hui, en France comme à l'étranger, ne l'emploient quasi-

ment plus. Tout juste retrouve-t-on le mot « émancipation », comme rubrique lointaine venant coiffer les expériences diverses qui en relèvent – mais de « gauche » il est de moins en moins question. Certains mouvements ont encore recours au terme « gauche » pour se définir, comme c'est le cas en Amérique latine, mais hors des partis institués qui ne l'utilisent plus que du bout des doigts, il n'a pas l'air indispensable aux nouvelles générations d'activistes. Regardez l'Islam sécularisé et social des « printemps arabes », les occupants des places publiques nord-américaines ou sud-européennes il y a quelques années, ou encore ce qu'on a vu apparaître en France en avril 2016 autour de Nuit debout – force est de constater qu'ils n'emploient plus le mot « gauche ». Qu'il leur est devenu inutile, et pesant. En revanche, ce mot est encore largement employé par les médias, lorsqu'ils commentent partis et programmes au pouvoir. Tout se passe comme si, paradoxalement, il était surtout utilisé pour constater que le gouvernement actuel, officiellement socialiste, ou les sociaux-démocrates dans le reste de l'Europe, ne seraient plus de gauche ou trahiraient les valeurs jadis associées à ce mot. Et en face, là où une ancienne tradition de gauche, émancipatrice et égalitaire, se réinvente aujourd'hui dans la rue et dans l'utopie concrète, le mot « gauche » n'est plus employé.

Oui, mais est-ce que les jeunes révoltés des années 1960 se disaient « de gauche » ?

L'époque, avec son langage, était beaucoup plus stricte et dogmatique du point de vue idéologique. Le mot de gauche était moins présent que ses variantes doctrinales, le marxisme, le léninisme, le situationnisme, le maoïsme…, qui étaient pour

tout le monde – acteurs, adversaires, observateurs – des formes contemporaines possibles de l'idée de gauche telle qu'elle nous est venue des luttes sociales du XIXe siècle, du Front populaire et des révolutions marxistes du XXe siècle. Il y avait encore une continuité historique inscrite dans l'idée même de gauche.

Or, aujourd'hui, cette continuité n'est plus évoquée, le mot est prononcé faiblement par certains, ou avec une légère honte. Après tout, on peut très bien leur emboîter le pas en se disant que la polarité gauche/droite est devenue parfaitement artificielle, elle qui est née avec la première assemblée post-révolutionnaire de 1789, où l'arbitraire d'un seul hémicycle a désigné comme « de droite » ceux qui siégeaient à droite de la tribune – alors que les Girondins, les Montagnards et les anti-royalistes étaient placés à gauche. Cette convention rhétorique a derrière elle deux siècles d'une riche histoire, mais on peut très bien l'abandonner. La question plus sérieuse qui se pose est celle du contenu doctrinal et programmatique des termes « droite » et « gauche », et de leur pertinence aujourd'hui. Nous en reparlerons mais, pour ma part, je suis prêt à conserver le mot « gauche » uniquement si on accepte d'en garder un seul trait fondamental, plus vague que ce contenu doctrinal, mais plus tranchant que les débats dans l'hémicycle : si on veut bien lui donner le sens d'un conflit, d'une position antagonique, d'une force de résistance – soit un sens très général de contre-hégémonie en acte. L'hégémonie passe aujourd'hui par le conservatisme des valeurs, l'ancrage normatif, l'exclusion des minorités et le triomphe chaotique du capitalisme néolibéral. Ne garder au mot « gauche » que ce sens très général de contre-

hégémonie active, c'est aussi prendre le risque d'en supprimer, ou d'en modifier, les ingrédients historiques précis : l'étatisme, la justice sociale, l'hospitalité, la redistribution des richesses. Car ces notions elles-mêmes ont évolué. Pour prendre un exemple simple, l'égalité sociale définie traditionnellement par le projet communiste ne tenait pas compte de la question de la domination sexuelle, ni de la question postcoloniale ou de celle des minorités invisibles, inentendues. Si l'on veut intégrer ces interrogations-là, cruciales aujourd'hui, on ne peut plus garder le même contenu doctrinal pour ce vieux mot « gauche ».

Au-delà de l'emploi (ou non) du mot « gauche », c'est donc ce grand virage à droite qui va être au centre de nos discussions…

Tout part d'un constat historique très simple, qui se dédouble selon qu'on parle du court ou du moyen terme. Depuis le milieu des années 1970, le monde a négocié un puissant virage à droite, sous maintes formes : fin des communismes dits « réels », dislocation de l'État-providence, privatisation et marchandisation de tous les secteurs de la société, financiarisation de l'économie, prise en charge bienveillante de la « vie », tournant sécuritaire sur le terrain des relations internationales, de la gestion policière des relations sociales et du contrôle de tous par tous, retour de bâton culturel et religieux au prétexte fallacieux d'un « clash » des civilisations, criminalisation et individualisation des modes de vie et des comportements – et j'en passe… Et à plus court terme, l'autre constat, depuis une dizaine d'années, consiste dans l'émergence d'un refus collectif de cet état de fait, refus encore hétéroclite et aux motifs divergents, mais refus exprimé et organisé à grande

échelle : soit les amorces d'une série de soulèvements – mobilisations politiques avec renversement de régimes dictatoriaux, comme dans le cas des « printemps arabes », nouveaux mouvement sociaux en Occident… –, dont les chances d'aboutir à courte échéance semblent encore assez minces. Sur le plan statistique, cadence et fréquence des soulèvements populaires partout dans le monde ont crû de façon spectaculaire ces douze dernières années – comme en atteste l'outil de repérage des émeutes et soulèvements mis au point par l'anthropologue Alain Bertho[1], en recoupant sources médiatiques mainstream, agences régionales d'information et sources policières.

N'est-il pas difficile de définir objectivement l'instabilité sociale ? À partir de quel moment un soulèvement devient-il une émeute ? La mesure précise de ce type d'événement me semble difficile à faire… On pourrait également avancer qu'un événement minime peut déclencher de grands bouleversements et qu'à l'inverse une émeute peut ne déboucher sur rien.

L'affrontement direct avec les forces de l'ordre, à grande échelle et sur un temps suffisamment long, et qui occasionne des dégâts physiques de part et d'autre, des arrestations et des emprisonnements en nombre, peut être ici, me semble-t-il, une donnée objective et mesurable. Mais oui, bien sûr, l'effet d'une révolte dépend beaucoup du contexte. C'est ce que Lénine appelait les « circonstances objectives ». Il est des circonstances historiques dans lesquelles l'accident de scooter d'un jeune de banlieue poursuivi par la police ne produirait rien d'autre qu'un deuil familial ; il en est d'autres dans lesquelles ce même événement peut enflammer les « quartiers » pendant des mois entiers. C'est pourquoi l'événement en question doit être